



## Les professionnels de la santé exigent l'hébergement des réfugiés, pas des pansements

Les signataires, membres du personnel médical et soignant, réclament un accueil immédiat pour les réfugiés sans abri à Bruxelles, partant du constat partagé que leur santé est mise gravement en péril. Les ONG humanitaires qui fournissent des soins de santé à ce grand groupe de personnes fragiles ne peuvent plus gérer le flux aujourd'hui.

*[Carte blanche sur le site du Soir](#) - Par le Dr Hanne Bosselaers, médecin généraliste à Molenbeek, ainsi que de nombreux soignants\*, 21/12/2022*

Nous le sentons tous : cet hiver va être rude. Les soins de santé sont débordés : les virus circulent comme une traînée de poudre, nous avons rarement vu autant de stress et de problèmes mentaux. Les travailleurs sont inquiets et se demandent : « Est-ce que j'ose allumer mon chauffage ? » L'ensemble de notre système de soins de santé est sous pression énorme, jamais auparavant autant de collègues soignants n'ont voulu jeter l'éponge. Pendant ce temps, 2.000 réfugiés tentent de survivre sans abri à Bruxelles, dans les rues ou dans des bâtiments non chauffés. Le tribunal du travail a déjà rendu près de 7.000 jugements exigeant que toute personne demandant l'asile soit immédiatement hébergée. Le 10 novembre, plus de cent avocats ont fait une action devant le cabinet de la secrétaire d'Etat Mme De Moor pour défendre les droits de leurs clients.

Il ne s'agit pas d'une « crise de l'accueil », mais d'un choix politique de refuser un abri à des personnes qui y ont légalement droit. Notre État refuse délibérément et obstinément de remplir son devoir envers ces personnes qui sont venues ici pour être protégées. On jongle avec des rapports et des chiffres sur le nombre de places pour déshumaniser les réfugiés. Nous ne tolérons pas un tel cynisme.

[Pour lire la suite.](#)

« En tant que citoyens et soignants, nous continuerons à faire du bruit jusqu'à ce que nous soyons entendus. Parce qu'il s'agit du fondement de notre société : l'égalité des droits. Nous ne céderons pas un pouce sur ce point. Nous exigeons du gouvernement de simplement faire son devoir : fournir enfin un abri et un accès aux soins à tous les réfugiés sur notre territoire ».